

« Nouvelle Époque »

buletin militant – No 1. 2 mars 2013

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des militants socialistes venus du syndicalisme, du militantisme associatif, élus ou non. Nous avons comme beaucoup d'autres connu un peu la gauche au pouvoir, beaucoup la gauche dans l'opposition et maintenant, nous voulons être utiles à ce moment de l'Histoire où elle est enfin au pouvoir.

Nous avons observé ces derniers mois comment après la reconstruction et la conquête, les socialistes exercent du pouvoir.

Nous connaissons le prix de la victoire et le goût de la défaite. Nous mesurons l'ampleur des difficultés et nous refusons aussi bien de ne pointer que les retards ou les renoncements que de ne pointer que les succès car si on n'a pas saisi que la gauche au pouvoir en 2012 était le début d'une révolution, on n'a rien compris à la période que nous vivons.

Nous ne sommes plus dans le temps de l'expérimentation. Aussi bien à la tête des collectivités qu'elle dirige qu'au sommet de l'Etat, la gauche de gouvernement a démontré depuis longtemps sa capacité à conduire les affaires du pays. Le temps de la gestion n'est pas de saison. Après dix ans de politiques conservatrices, la transformation de la société est plus que jamais à l'ordre du jour.

Les courants qui ont structuré le PS jusqu'aux années 2000 sont désormais vidés de leur sens. Mais si les vieilles étiquettes sont obsolètes, de nouvelles forces s'organisent. La victoire du printemps 2012 assigne une nouvelle tâche aux courants : il ne s'agit plus d'organiser une clientèle en vue de la prochaine élection présidentielle, mais de penser sur l'offre politique. En d'autres termes, on revient à la mission première des courants dans

la gauche : l'interprétation et la contribution à l'élaboration du programme de la gauche.

Cette nouvelle époque se caractérise aussi par l'Etat du monde qui est une succession d'urgences : laquelle nous sommes à la fois des acteurs et des spectateurs, conscients que nous sommes d'où nous venons.

La réélection de Barack Obama, les révolutions arabes, le retour de la gauche au pouvoir en France, une crise sans précédent depuis 1929, l'affaissement des idéologies, la crise de la démocratie, la dictature du fric, les replis identitaires, les intégrismes religieux ou encore l'urgence écologique nourrissent la crise de la démocratie et de l'Etat providence...

Le but pour nous est simple. Après la reconstruction qui a abouti à la victoire, il faut passer à la consolidation pour créer les conditions pour mettre le temps de notre côté afin de mener les réformes jusqu'au bout.

Chaque mois, nous livrerons des analyses, des commentaires qui seront autant de sujets de réflexions pour celles et ceux qui veulent que la gauche dure pour réussir à transformer la société et parvenir à changer le monde.

Nous serons loyaux mais libres car quand on veut changer les choses, il faut dire la vérité.

Nous ne prétendons pas être «dérangeants», mais nous ne serons pas non plus arrangeants car il faut, modestement, que les choses soient dites... □

Questions à la gauche

LES SOCIALISTES SONT SEULS

La défaite de la droite au printemps 2012 donne à toute la gauche le devoir moral de réussir. Il ne s'agit pas de se féliciter de la victoire du printemps pour se désoler ou exploiter les inéluctables déceptions à l'automne. Si les socialistes sont aux manettes au gouvernement, chacun à gauche doit comprendre que les temps ont changé et que pour changer la société, il faut s'adapter à la nouvelle période, sans se renier...

Dans un numéro récent du mensuel *Regards* on dressait un panorama sans concession de la gauche critique aux quatre coins de l'Europe qui de Die Linke à Syriza en passant par Rifondazione et le PS néerlandais cherche sa voie, réussissant à contester la social-démocratie sans toutefois parvenir à la supplanter. Ce n'est pas tant qu'il n'y ait pas d'autre voie que la social-démocratie que de se poser la question à la fin de l'utilité et de l'unité. L'utilité dans la critique et l'unité dans l'action.

Après dix ans dans l'opposition, la gauche a fini par gagner les élections. Elle garde en mémoire les victoires récentes et les déceptions plus anciennes de «quand la gauche avait été au pouvoir avant». Il faut prendre le temps de l'analyse et en tirer les leçons.

Les socialistes ne sont pas revenus au pouvoir pour que ce soit une fin en soi, sinon ce serait la fin de tout. L'utilité du pouvoir n'est pas une évidence.

Le PS a déjà gouverné, on sait qu'il y a laissé des plumes, mais il s'agit toujours de retrouver l'ambition de ce que l'on *veut* faire, là où certains ne préfèrent se demander que ce que l'on *peut* faire.

Le PS en est encore à se poser la question de son propre positionnement, même si beaucoup d'intentions furent affichées lors des débats du Congrès de Toulouse. Si le PS n'est que dans le soutien au gouvernement, il sera inaudible. S'il n'est que dans la critique, il sera nuisible. Il faut qu'il soit le trait d'union entre un gouvernement qui doit tenir ses engagements et ses promesses et les Français qui sont impatients, exigeants et dubitatifs.

Les Verts, condamnés à mûrir

L'épreuve des faits touche aussi les écologistes dont le leader, Pascal Durand a eu l'intelligence

d'anticiper les effets des succès électoraux d'Europe écologie les Verts sur un parti qui ne s'est pas construit sur une culture de gouvernement en théorisant le concept de «déformation». Les Verts n'ont jamais eu autant d'élus, leurs ambitions passées sont en cours de réalisation. Ce parti menacé il y a quelques mois de mettre la clé sous la porte, vit une période fondamentale de sa jeune histoire. Qu'on le veuille ou non, la gauche a besoin d'un mouvement écologiste qui doit à la fois dominer sa propre nature alors même qu'il est en train de changer de nature !

La majorité actuelle est plus plurielle sur le papier qu'en 1997-2002 dans la mesure où chaque composante dispose de son groupe parlementaire dans les deux assemblées, ce qui est une donnée nouvelle avec laquelle il faut compter au propre comme au figuré.

Ni Louis XVI ni Kerensky

A quoi peut servir une gauche qui a choisi le soutien sans participation ? Mieux, quand on est dans le soutien sans participation, n'y a-t-il pas un moment où le soutien s'éteint ?

C'est la question qu'il faut poser à Jean-Luc Mélenchon dont le goût immodéré pour les formules chocs le conduit parfois à des excès qui finiront par agacer et par l'abîmer.

Une récente déclaration du bouillant dirigeant du PG a agacé pour le coup. Le leader du Parti de gauche déclare en effet : « *Hollande prend-il en compte le fait qu'il n'a pas été élu par les seules voix socialistes ? Pourquoi tient-il compte seulement des éléments les plus droitiers et les plus archaïques de sa majorité ? François Hollande est aussi aveugle que Louis XVI. Incapable de penser un autre monde.* »

L'ancien trotskyste qui se faisait appeler Santerre du nom du commandant de la Garde nationale sous la Révolution française, rêve-t-il encore que comme le 21 janvier 1793, ses tambours couvrent les dernières paroles de Capet sur l'échafaud ? Oublie-t-il que l'échec de François Hollande ne serait pas le triomphe de Jean-Luc Mélenchon.

Si François Hollande n'est pas Louis XVI, dont on imagine bien que Jean-Luc trouve des ressemblances dans la bonhomie et la rondeur, et une soi-disant naïveté ? Il n'est pas non plus Kerensky, le trait d'union entre la fin du tsarisme et la révolution bolchévique...

Les temps ont changé. La radicalité doit rimer avec utilité et efficacité.

La manifestation du soutien la plus controversée fut le vote au Sénat sur le budget où sénateurs communistes et ceux de droite et du centre ont mis le gouvernement en minorité. Bien sûr, s'ils ont voté « contre » comme la droite, ils n'ont pas voté « avec » la droite. Mais le résultat est le même à l'arrivée, la gauche a été divisée et mise en minorité par elle-même.

Nos amis du Front de gauche doivent gérer entre eux la cohabitation qui existe entre le Parti de gauche et le Parti communiste. Il est normal qu'ils ne puissent mener à bien ce combat et trouver les termes, en même temps de leur utilité à la gauche qui gouverne et qui a besoin d'une base populaire

que le Parti socialiste n'a jamais prétendu représenter à lui seul.

Le congrès du PCF et la question des prochaines élections sont de nature à accroître contradictions. Mais un signe fut que le groupe au Parlement européen a refusé à Mélenchon d'interpeller comme il le demandait, François Hollande à l'issue de son discours du 5 février.

Les forces de gauche doivent apprendre à se parler si nous voulons que gauche enfin revenue au pouvoir, réussisse à construire dans la durée la société nouvelle que les peuples attendent, en France, comme en Europe. Les diviseurs seront coupables de l'échec. A l'arrogance de ceux qui ne sont pas au gouvernement ne doit pas répondre la condescendance de ceux qui y sont. Et si on veut, selon la vieille formule « *marcher séparément pour frapper ensemble* », il faut bien que même séparément, on marche dans le même sens c'est-à-dire en ne se trompant pas d'adversaire.

Cette solitude ne durera que si le PS est en mesure d'imprimer à la gauche un mouvement qui rassemble. C'est ici que le rôle du Parti est essentiel. Demeurer ce trait d'union avec le mouvement social, maintenir coûte que coûte le dialogue en ne demandant pas à nos partenaires, d'être alignés, mais de créer les conditions avec eux pour qu'ils demeurent des alliés.

Pierre Kanuty

Questions internationales

FRACTURE ET RÉVOLUTIONS

Le deuxième anniversaire du Printemps arabe est le moment de faire un bilan d'étape. Rupture ou continuité ? Révolution trahie ou période thermidorienne ? Ce qui est sûr, c'est que l'on constate à la lecture des événements en Tunisie et en Egypte, là où le fruit était le plus mûr, que l'Histoire n'est pas finie. La démocratie n'est pas un produit d'importation, elle doit trouver sa voie dans des pays où la sécularisation n'est pas encore un mouvement majoritaire, d'où des ajustements et des compromis difficiles...

Fracture. Un mot simple, décrivant explicitement le clivage au sein d'un groupe, d'une population, d'un pays. Depuis la fin du printemps de jasmin, les effluves de révolution se sont dissipés, laissant place aux relents patriotiques et intégristes.

Le repli nationaliste est souvent l'apanage de la peur et de l'ignorance de l'environnement au sens

large. La particularité des pays du Maghreb est que cette peur procède souvent en un repli religieux, non pas un repli dans l'islam mais plutôt un repli dans l'islamisme. La sémantique est en cela forte qu'elle doit permettre de faire le distinguo entre la foi et le fondamentalisme.

Du temps de la révolution arabe, nombreux ont été

ceux qui croyaient que l'époque de la dictature était finie et que l'ère de l'émergence démocratique était arrivée. Cet a priori sous-estimait la période de déchirement qui suit chaque transition démocratique. Sans vouloir faire de rapprochement historiquement inadéquat et politiquement incorrect avec la phase ayant suivi la révolution française par exemple, il faut cependant reconnaître que la démocratie ne s'exporte pas, elle se construit. Alors que sous les anciens gouverneurs, le despotisme avait un nom et un visage : Moubarak, Kadhafi ou encore Ben Ali ; post-révolution, le despotisme est insidieux, inquisiteur et insaisissable. Surfant sur la vague des lendemains incertains, des difficultés économiques et de la lenteur des processus démocratiques qui s'installent, les fondamentalistes procèdent à des lavages de cerveau en brandissant un marqueur identitaire fort et fortement partagé : la religion.

Il est facile, quand on n'a plus rien à perdre, d'accuser le coup en revenant à ce que l'on croit être le remède ultime à tous les maux, puisqu'il relève d'un pouvoir absolu qui nous dépasse, et sur lequel nous ne pouvons influencer. Ce pouvoir est le pouvoir d'Allah, icône de la foi inébranlable de millions de fidèles à travers le monde et foyer de répit pour tous ceux qui ne croient plus en l'avenir.

L'intégrisme repose sur un double rejet : un rejet de sa propre société, qui ne répond pas aux attentes et aux besoins de sa population, et un rejet de la société extérieure, qui, dans le raz de marée de la mondialisation ébranle les bases d'une civilisation en perte de marqueurs identitaires.

L'ignorance et l'appréhension face à l'avenir jouent un rôle essentiel dans la conviction, ou plutôt, dans la persuasion. D'autant que l'intégrisme est en vogue : tout le monde en parle, tout le monde en a peur et c'est là le nœud du problème. Cette civilisation arabo-musulmane longtemps brimée culturellement s'impose à travers le monde via le rejet qu'elle suscite à cause de l'islamisme. Cette affirmation n'est pas caution mais analyse rétrospective de l'évolution qu'a connue la civilisation arabe.

Celle-ci a longtemps été espace d'expression de nombreux talents : il s'agit là d'un temps, que les moins de 500 ans ne peuvent pas connaître. De la période de la Jahiliya avec Antara Ibn Shaddâd ou Imrou'l'Qays, aux débuts de l'islam avec Ibn Sina ou encore Abû Nuwâs en passant, plus récemment par Gibran Khalil Gibrane, les domaines dans lesquels

les arabes excellaient étaient nombreux et divers. De la poésie aux mathématiques en passant par la médecine, les prémices de nombreux domaines ont été posées du temps de l'expansion intellectuelle de la civilisation arabe. Vinrent des temps moins glorieux qui virent cette même civilisation décliner pour ensuite s'enfermer sur ses acquis et s'enliser dans une doctrine théologique surinterprétée, déformée et en désaccord avec son temps.

Le totalitarisme idéologique et théologique permet de maintenir une masse humaine sous domination intellectuelle. Mais *a contrario*, le schématisme simplificateur ne peut être le point de départ de nos réflexions sur le sujet.

On ne peut, sous le spectre de la dictature religieuse, affirmer qu'un mal remplace l'autre. Cela reviendrait à ignorer le cri de tous ceux qui continuent de croire qu'une autre gouvernance est possible. La démocratie ne s'exporte pas, ne s'impose pas et ne survient pas du jour en lendemain. L'apprentissage démocratique peut être long et douloureux, il s'accompagne d'une remise en cause sociétale sur la base d'un modèle biphasique s'appuyant à la fois sur la société moderne, à la fois sur la culture arabo-musulmane. Et c'est ce point qu'il ne faut pas oublier : tous les musulmans ne sont pas islamistes, tous les habitants du Maghreb ne sont pas musulmans et tous les aspirants à la démocratie ne peuvent être cantonnés à un camp, ceux qui sont pour la charia et ceux qui sont contre.

Les choses sont beaucoup plus complexes et nécessitent une évolution socio-culturelle : l'islam des imams extrémistes n'est pas celui du Coran, l'islam des sociétés arabo-musulmanes actuelles n'est pas celui de toutes les populations. Le temps de la transition est venu, l'accompagner sans s'imposer est nécessaire.

Plusieurs visions de la société s'opposent : celle qui souhaite vivre avec son temps, évoluer, respecter les libertés ; celle qui souhaite revenir aux fondamentaux ; celle qui souhaite concilier les deux et celle qui n'en a que faire du moment qu'elle peut vivre. L'altérité des pratiques politiques doit permettre d'éviter ce qui est en train de se produire : la fracture.

Lamia El Aaraje

GAUCHE AVEC OU SANS ÉPITHÈTE ?

C'est la mode du moment. Chacun y va de son courant et de son appel. Après la Gauche populaire, la Gauche durable, récemment, la Gauche forte... Auparavant, c'était les jeunes députés, élus de fraîche date qui lançaient ici et là appels et pétitions entre deux tribunes signées à quatre mains. Moyennant quoi, on a eu l'impression que l'impatience affichée des «juniors» faisait passer le gouvernement pour un club de «seniors».

Il ne s'agit pas de moquer ces initiatives, mais d'en interroger le sens. Les vieux courants du PS sont morts au soir du 6 mai 2012. Plus aucune de ces sensibilités issues des vieilles familles décomposées et recomposées - fabiusiens, jospinistes, rocardiens - puis strauss-kahniens, ségolénistes, delanoïstes, n'a d'objet politique à l'avenir sauf à se muer en clientèle autour d'une personne sur laquelle on mise pour non plus viser l'Élysée, mais peut-être Matignon ou la tête du PS...

Le rôle du PS devait être défini au congrès de Toulouse, mais on peut estimer qu'il faut un peu de temps pour affiner la mission. Il reste que mécaniquement, il est normal qu'il subsiste une aile gauche, une aile droite et des centres.

L'aile gauche du PS représente structurellement ceux qui nourrissent ce fameux «remord du pouvoir», soucieux d'être bien traités par ces agences de notation que sont les organisations de gauche radicale, auto-proclamées propriétaires de ce que Laurent Bouvet nomme astucieusement la «gauche A.O.C». Elle est persuadée que le gouvernement ne cédera pas suffisamment aux tentations droitières ou gestionnaires. Elle rêve d'une convergence des luttes avec des forces politiques qui ne misent que sur notre échec.

L'aile droite, elle ne se revendique jamais comme telle. Là où l'aile gauche est essentiellement pessimiste ou sceptique, l'aile droite est abusivement optimiste et légitimiste. Pour elle, le soutien au gouvernement doit être par défaut, sans limites et sans critiques.

Elle peut être brutale, mais si l'aile gauche peut être accusée de ne pas aider le gouvernement, l'aile droite peut être légitimement accusée de «plomber» le Parti dont la ligne n'est pas définie dans les ministères, mais bien dans les instances élues par les militants.

Restent les centres. «les centres» car il y en a deux. Un centre légitimiste qui se veut en «soutien à la direction» du Parti. Un centre critique qui veut répondre aux questions qui se posent et qui veut assumer les contradictions qui s'expriment.

Les perspectives politiques pour les courants d'avant 2012 sont bouchées, mais pour les nouvelles écuries, l'avenir peut être radieux pour peu qu'ils répondent aux bonnes questions. D'ores et déjà, il y a une faute symbolique.

Si on met de côté la Gauche durable qui propose un projet «rouge vert», les autres courants n'ont rien fait d'autre que répondre malgré eux à une trame fixée par la droite. A la Droite populaire - courant extrémiste, répond la Gauche populaire, un courant qui se veut républicain, mais qui fait l'impasse sur les quartiers populaires et le vivre ensemble qu'elle expédie d'un revers de la main en rejetant la «gauche diversitaire». Mais la Gauche populaire, le plus ancien des nouveaux courants du PS est déjà touchée par une crise entre ses intellectuels et ses politiques - ces derniers ayant «pris le pouvoir»...

A la Droite forte, - courant tout aussi extrémiste, arrivé en tête au congrès de l'UMP, répond la Gauche forte dont le Manifeste ne propose rien d'autre que ce qui existe déjà dans la feuille de route du Parti socialiste sans que l'on voie en quoi consiste la plus value d'un tel rassemblement.

C'est dire si, sans jeu de mot, il y a un besoin de gauche qui répond à trois questions : nourrir une unité durable de la gauche et des écologistes, faire vivre le lien entre la gauche politique et le mouvement social, engager un combat culturel qui conteste puis renverse l'hégémonie culturelle des néo-conservateurs et des ultra-libéraux dont les ravages se font sentir aussi bien dans notre électorat que dans notre propre organisation.

C'est une nouvelle époque qui s'ouvre où la reproduction des vieux schémas conduira aux mêmes échecs. Pour réformer la société dans la durée, il faut changer de perspective et repenser le rôle d'un parti qui, sans qu'on s'en aperçoive doit changer lui aussi d'époque.

Pierre Kanuty